Les apports d'une approche géopolitique. Retour d'expérience

Emmanuel Mattiato

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/transalpina/637>

DOI : 10.4000/transalpina.637

ISSN : 2534-5184

Éditeur

Presses universitaires de Caen

Édition imprimée

Date de publication : 1 novembre 2020

Pagination : 27-42

ISBN : 978-2-84133-989-1

ISSN : 1278-334X

Référence électronique

Emmanuel Mattiato, « Les apports d'une approche géopolitique. Retour d'expérience », *Transalpina* [En ligne], 23 | 2020, mis en ligne le 01 novembre 2021, consulté le 21 octobre 2022. URL : <http://journals.openedition.org/transalpina/637> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/transalpina.637>

LES APPORTS D'UNE APPROCHE GÉOPOLITIQUE. RETOUR D'EXPÉRIENCE

Résumé : Malgré l'attractivité liée au caractère professionnalisant de ce parcours, le statut de l'enseignement en LEA a toujours semblé plutôt indéterminé, en ceci que s'y recoupent des disciplines fort diverses ; ce qui explique aussi la variété de son corps enseignant et les infinies options pédagogiques qui en dérivent. C'est pourquoi on peut s'interroger sur la pertinence de certains choix posés dans ce domaine il y a deux ou trois décennies et les confronter aux réalités d'aujourd'hui et aux incertitudes du futur. Partant de l'enseignement de la géopolitique et de sa dimension interdisciplinaire intrinsèque, qui bouleverse certains *canons* didactiques qui paraissaient immuables, on entend souligner combien il serait pertinent de le transposer dans les CM et combien la géopolitique elle-même, plus qu'une discipline en soi, constituerait un *catalyseur* de nombreux champs d'étude capable d'offrir aux étudiants non seulement des connaissances utiles mais aussi un fort sens critique.

Riassunto : *Nonostante l'attrattività legata al carattere professionalizzante di questo percorso, lo statuto dell'insegnamento in LEA è sempre apparso alquanto indeterminato, in quanto convergono in questo corso di studi discipline molto diverse tra di loro ; il che spiega anche la varietà del suo personale docente e le infinite opzioni pedagogiche che ne scaturiscono. Pertanto vale interrogarsi sulla pertinenza di alcune scelte fatte in questo campo due o tre decenni fa e confrontarle con le realtà odierne e con le incertezze del futuro. Partendo dall'insegnamento della geopolitica e della sua intrinseca dimensione interdisciplinare, che sconvolge alcuni « canoni » didattici che parevano immutabili, si cerca di evidenziare quanto sia pertinente trasporlo nei CM e quanto la geopolitica stessa, più che una disciplina a sé, sia un « attrattore » di molti campi di studio capace di offrire agli studenti non solo conoscenze utili ma anche un forte senso critico.*

La présente étude est moins une réflexion théorique qu'un témoignage personnel. Certes, je me suis efforcé d'encadrer le sujet en m'appuyant sur un certain nombre de recherches qui ont comme point commun de souligner l'extraordinaire fécondité de l'interdisciplinarité appliquée au champ d'enseignement qui est le mien, à savoir la langue et la civilisation italiennes au sein du département de LEA de l'Université Savoie Mont Blanc. Toutefois, l'ambition de ce texte relativement bref consiste moins à apporter une méditation originale sur les grands bouleversements théoriques et disciplinaires – qui, depuis plus d'une quarantaine d'années

au moins, affectent la quasi-totalité des sections du CNU et dont il est encore difficile de prendre toute la mesure – qu’à dresser le bilan de seize années d’expériences pédagogiques avec, pour fil conducteur, une attention particulière portée aux cours magistraux (CM) de civilisation italienne, spécifiquement de Master, et résolument ancrés dans une appréhension géopolitique du réel. Cette approche me paraît en effet la plus indiquée lorsque l’on souhaite à la fois éclairer le présent à partir du passé tout en évitant les amalgames simplistes et arracher ce même présent à l’évanescence de ce que l’on qualifie hâtivement d’« actualité », cet *immédiat* qu’en LEA nous destinons peut-être trop souvent au simple support de nos cours de travaux dirigés (TD) sous forme d’articles, de monographies ou d’extraits vidéo.

Fréquemment, en discutant avec des collègues issus de la même filière, je réalise que les faits récents – disons, pour faire simple, ceux ayant moins de cinq ans – ne sont traités que de façon parcellaire dans les susdits TD et ne sont que rarement contextualisés dans des CM à proprement parler (j’entends par là des cours magistraux dispensés sur plusieurs années, liés entre eux de la Licence au Master et privilégiant une analyse chronologique des faits, l’enjeu étant alors d’éviter de la manière la plus absolue ce que l’on nommait autrefois, dans un souci polémique, l’histoire « événementielle »). Pourtant, il me semble que ces faits récents, dits d’actualité, ne s’éclairent véritablement qu’à partir du moment où on leur permet de se déployer dans ce que Fernand Braudel, selon une formule demeurée célèbre, appelait le « temps long »¹. Seule cette approche longue, rendue possible par un traitement de la civilisation italienne structuré sur plusieurs années, permet de soustraire ces faits aux flux ininterrompus des « nouvelles », ce « temps des médias » si semblable à l’événement historique même lointain (mais figé) qui faisait dire à Braudel que « l’événement est explosif, “nouvelle sonnante” comme l’on disait au XVI^e siècle. De sa fumée abusive, il emplit la conscience des contemporains, mais il ne dure guère, à peine voit-on sa flamme »². En somme, jadis comme aujourd’hui, l’événement « actuel » ne pourrait être compris dans toute sa complexité qu’à la condition qu’on lui restitue toute

-
1. Dans un article qui a marqué la réflexion historiographique, Braudel se posait en pionnier de ce que nous nommons aujourd’hui l’interdisciplinarité, et, dans le sillage des croisements entre histoire et sciences sociales opérés par Marc Bloch et Lucien Febvre, il établissait la « longue durée » en histoire comme cette notion fédératrice de toutes les autres sciences connexes : F. Braudel, « Histoire et sciences sociales. La longue durée », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, 13^e année, n° 4, 1958, p. 725-753. Voir M. Mastrogregori, *Il genio dello storico. Le considerazioni sulla storia di Marc Bloch e Lucien Febvre e la tradizione metodologica francese*, Naples, ESI, 1987 ; Lucien Febvre face à l’histoire, M. Barral-Baron, P. Joutard (dir.), Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2019.
 2. F. Braudel, « Histoire et sciences sociales... », p. 728.

sa profondeur, sa nécessaire corrélation avec des séquences antérieures. La géopolitique, plus que d'autres disciplines, se nourrit de cette exigence et a le mérite, en outre, de ne jamais se borner à établir de subtils diagnostics ou de simples interprétations du passé dans ses intelligences avec le présent en ceci qu'elle assume aussi une portée prospective lorsque, précisément, elle fournit des instruments pour anticiper le futur ; en particulier au lendemain du fatidique 11 septembre, qui inaugure la nouvelle ère géopolitique dont nous subissons, aujourd'hui encore, les répercussions³. Certes, nos étudiants n'ont pas vocation à se préparer à l'École de Guerre ou à travailler dans la veille économique, mais la géopolitique – sans doute plus concrètement qu'un cours académique d'histoire – leur enseigne l'intrication des faits par-delà les époques et offre des clés pour comprendre les conséquences et le déploiement des événements contemporains dans un futur plus ou moins proche, compétence de plus en plus indispensable lorsque l'on doit comprendre les marchés ou les échiquiers mondiaux. Ce dernier aspect est crucial pour une partie de nos étudiants, dont on expliquera qu'ils se destinent à l'action humanitaire et qu'ils évolueront, donc, en zones de conflit.

Or, en LEA plus qu'ailleurs sans doute, parce que l'on est inévitablement et à des degrés divers affectés par le langage des médias et le rouleau compresseur de l'actualité, on peut souvent manquer de cette distance temporelle et l'on peine à mettre en lumière les lignes de continuité des faits plus ou moins éloignés entre eux, à encadrer ce que Braudel, encore, nommait la « structure » dans son lien avec la géographie⁴ ; ce qui,

-
3. C. Jean, *Geopolitica del caos. Attualità e prospettive*, Milan, FrancoAngeli, 2007 ; H. Coutau-Bégarie, 2030, *la fin de la mondialisation ?*, Perpignan, Tempora, 2008 ; A. Bauer, X. Raufier, *La guerre ne fait que commencer*, 2^e éd., Paris, Gallimard, 2003 ; P. Biarnès, *Pour l'empire du monde. Les Américains aux frontières de la Russie et de la Chine*, Paris, Ellipses 2003. Les prévisions globales de ces textes n'ont pas pris une ride. Pour certaines, elles osent prévoir la deuxième moitié du siècle en cours : C. Saint-Étienne, *Guerre et paix au XXI^e siècle. Comprendre le monde de demain*, Paris, FBE, 2010.
 4. F. Braudel, « Histoire et sciences sociales... », p. 731. Il est frappant que Braudel ne mentionne jamais la géopolitique en tant que telle alors que c'est bien elle que, d'une certaine manière, il ne cesse d'explorer dans ses pages et, plus encore, dans ses œuvres. Or, il semble bien qu'il se soit nourri de géopolitique allemande : G. Ribeiro, « La genèse de la géohistoire chez Fernand Braudel : un chapitre de l'histoire de la pensée géographique », *Annales de géographie*, n° 686, 2012 / 4, p. 329-346. On peut supposer que cette omission apparente a plusieurs raisons, parmi lesquelles la mauvaise réputation de la géopolitique, discipline élaborée par des géographes dans le contexte de la montée des nationalismes et détournée par les régimes nazi et fasciste. Comme le remarquait Yves Lacoste, il faut attendre 1978 et le coup de semonce du conflit entre le Viêt-Nam et le Cambodge, tous deux d'obédience marxiste, pour que, abandonnant les grilles d'interprétations binaires propres à la Guerre froide, elle retrouve ses lettres de noblesse par sa capacité à éclairer un événement en s'abstrayant des idéologies. Y. Lacoste, « Préambule », in *Dictionnaire de géopolitique*, Y. Lacoste (dir.), Paris, Flammarion, 1993, p. 14-15.

implicitement, renvoie à la géopolitique, sans se confondre avec elle⁵. L'illustre historien ne pousse cette intuition à ses extrêmes conséquences que près d'une trentaine d'années plus tard, dans son livre-testament, d'ailleurs inachevé, *L'identité de la France*⁶. Il considère donc les civilisations comme des espaces sociaux-économiques périssables imprégnés de mentalités collectives, au rang desquelles « le trait le plus fort » (c'est son expression) est la religion⁷. On retrouve ces données dans la définition que Carlo Jean propose de la géopolitique, et c'est dans ce sens que je l'emploierai dans les paragraphes qui suivent : la géopolitique serait, dans sa dimension nécessairement plurivoque, « *un approccio, un attrattore di discipline diverse in cui convergono geografia, economia, tecnologia, coesione nazionale e potenza materiale e spirituale* »⁸. L'idée d'un *attrattore*, d'une discipline capable d'aimer, de catalyser, de faire converger plusieurs autres disciplines, épouse parfaitement cette exigence d'interdisciplinarité qui est au cœur du LEA.

LEA : traditions figées, poussées interdisciplinaires et ruptures

Je m'efforcerai dans un premier temps de dresser un bilan critique de ce que pourrait représenter la formation LEA dans un certain imaginaire collectif. Dans un second temps, je confronterai cette représentation canonique de notre formation avec l'une de ses expressions les plus achevées, à savoir le totémique « cours magistral » (CM) dit de « civilisation ». Enfin, je chercherai à démontrer qu'une approche géopolitique plus affirmée de cet enseignement permettrait d'en renouveler les contenus et de le désamarrer des cours d'histoire sociale, culturelle et / ou politique auxquels il se réduit la plupart du temps. En effet, quoiqu'il soit capable d'étayer son cours de civilisation de données sociologiques, économiques et démographiques, etc., le « civilisationniste » – figure à laquelle les enseignants en LEA sont généralement associés, par dépit ou contre leur gré, et rarement par adhésion propre – est le plus souvent, dans l'aire francophone, issu de filières en langues et littérature (ce qui n'a pas, comme je le dirai, que des avantages), et il risque de souffrir longtemps encore de n'être que peu reconnu par ses collègues rattachés à l'une des deux sections du CNU (la 21^e et la 22^e)

5. Voir la notice « Géohistoire » dans *De la géopolitique aux paysages. Dictionnaire de la géographie*, Y. Lacoste (dir.), Paris, Armand Colin, 2003, p. 190.

6. F. Braudel, *L'identité de la France*, t. II : *Les hommes et les choses*, Paris, Flammarion – Arthaud, 1986. Dans ce même élan, Y. Lacoste traitait de la géopolitique hexagonale : *Géopolitiques de la France*, Y. Lacoste (dir.), Paris, Fayard, 1986.

7. F. Braudel, *Grammaire des civilisations*, Paris, Arthaud – Flammarion, 1987, p. 40-68.

8. C. Jean, *Manuale di geopolitica*, Rome – Bari, Laterza, 2003, p. 24.

réservées aux historiens *stricto sensu*⁹. Le statut de la géopolitique est plus flou, d'autant plus que cette discipline n'est pas rattachée explicitement à une section et que son enseignement est partagé par des géographes (comme cela était généralement le cas à la naissance de cette discipline hétérodoxe) ou par des chercheurs en sciences politiques ou sociales, voire par des historiens¹⁰. Revendiquer son emploi en LEA n'a donc rien d'incongru, bien au contraire.

Sans doute faudrait-il partir du fait qu'il existe un imaginaire collectif autour du LEA. Il me semble que cette mention, en tant que formation dite *professionnalisante*, est un peu prisonnière de son intitulé même. Comme chacun sait, LEA signifie « Langues étrangères appliquées ». Mais « appliquées » à quoi ? Dans mon université, cette mention était jusqu'à récemment complétée par son domaine d'application, à savoir les « affaires » et le « commerce » (« langues étrangères appliquées aux affaires et au commerce ») ; aujourd'hui, nous avons heureusement renoncé à cet intitulé pléonastique (sans doute jugé efficace en termes d'impact *marketing*) et sommes revenus au plus sobre et plus lisible « Langues étrangères appliquées » ; néanmoins, la destination finale des étudiants diplômés reste largement cantonnée au monde de l'entreprise, même s'il faut reconnaître qu'à l'heure actuelle nombre de nos étudiants (qui sont certes une minorité en Licence) rejoignent par exemple des collectivités, le secteur public ou encore des organisations à but non lucratif. En Master spécialisé, le taux d'étudiants qui s'orientent vers ces secteurs est même supérieur à 60 %.

À Chambéry, au fil des différents contrats quadriennaux (puis quinquennaux), ce passage d'embauches par des entreprises commerciales à des recrutements par des « organisations » au sens large nous a conduits, avec mes collègues d'économie et de gestion¹¹, à adapter les contenus des cours proposés, notamment en Master, où ils sont communs à la fois à des

9. Sur cette question, quoiqu'il aborde plus spécifiquement les études hispaniques, je renvoie à l'excellente analyse dressée en 2007 par Jean-Louis Guereña. Elle reste d'actualité, bien que les échanges interdisciplinaires n'aient cessé de s'étendre en un peu plus d'une décennie : J.-L. Guereña, « Civilisationnistes ou historiens ? », *Cahiers de civilisation espagnole contemporaine*, n° 1, printemps 2007 : <https://journals.openedition.org/cccec/117>. Voir V. Latour, « De l'interdisciplinarité et du comparatisme en civilisation britannique », *Revue française de civilisation britannique*, XXIV-1, 2019 : <http://journals.openedition.org/rfcb/2857>.

10. Ces trois dernières disciplines sont plus naturellement poreuses que bien d'autres : M. Lazar, « L'histoire et la science politique. "Des convergences parallèles" », in *La fabrique interdisciplinaire*, M. Offerlé, H. Rouso (dir.), Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2008, p. 253-263.

11. Dans notre université, l'enseignement en LEA est rattaché à un département, et non à une UFR ou à un département de langues étrangères, ce qui explique que les cours sont dispensés non seulement par des linguistes mais aussi par des historiens, des économistes, des juristes, des enseignants en sciences de la gestion ou en stratégie d'entreprise.

étudiants inscrits en parcours « Internationalisation des organisations » (IO; cela s'apparente à « commerce international », toutefois trop restrictif) et à ceux inscrits en « Analyse de crises et action humanitaire » (ACAH). C'est dans ce contexte que la géopolitique s'est imposée comme une sorte de « liant » entre ces profils très différents, souvent même opposés quant à leurs orientations politiques. Cette politisation réciproque, surtout affichée par les étudiants en humanitaire utopistes aspirant à panser, voire sauver le monde, ou du moins à le transformer, est assez caractéristique de ce Master, ce qui favorise les débats internes avec les étudiants en IO, plus à l'aise devant le futur non moins utopique d'une « fin de l'histoire » à l'aune de la libéralisation à échelle planétaire. On voit bien ici que l'ancien imaginaire du LEA, partagé entre des diplômés qui se destinent aux métiers commerciaux et ceux désirant devenir traducteurs, est fracturé, et que s'ouvrent de plus vastes perspectives que les années à venir ne cesseront d'élargir à mesure que s'opérera la mutation en cours du monde du travail.

Lectio magistralis: entre totems et tabous

J'en viens à présent au second temps de ma réflexion : le cours magistral dit « de civilisation », « d'histoire », ou encore « d'actualité ». Il convient de souligner d'abord que nous nous faisons tous une idée différente de ce que devrait incarner ce « CM » canonique et que je ne prétends pas imposer un modèle alternatif qui se distinguerait par sa supposée originalité; cette approche relativement neuve, cependant, me semble plus adaptée aux profils des étudiants d'aujourd'hui, plus fluides et moins disposés à se laisser étreindre dans des carcans disciplinaires. Ce sont là des qualités propres aux nouvelles générations, même s'il faut regretter l'érosion, année après année, de leur niveau de culture générale ainsi que la non-assimilation des bases grammaticales et phonétiques tant en langues vivantes étrangères qu'en français.

Lorsque j'ai commencé à dispenser des cours magistraux durant mes années de doctorat, la question de leur forme et de leur contenu a tôt fait de se poser. À cette époque, j'avais souhaité réagir assez frontalement aux CM que j'avais moi-même suivis durant ma formation en LLCER (Langues, littératures et civilisations étrangères et régionales) : en effet, nos cours étaient aussi parsemés de quelques données historico-sociales mais, très clairement, on peinait à saisir la portée politique des œuvres produites par nos romanciers ou poètes italiens, ce qui dans le cas de Dante avait, *a posteriori*, quelque chose d'aberrant. Il n'en allait guère autrement dans les formations LEA, comme je pouvais l'observer alors, les cours y étant encore largement dispensés par des enseignants issus de formations littéraires.

Cette provenance n'est pas, en soi, incompatible avec une activité d'enseignement en LEA et, personnellement, j'en suis d'autant plus fier qu'elle apporte souvent d'immenses bienfaits dans une filière qui, dans l'imaginaire collectif, se réduit encore à son employabilité en entreprise, en particulier dans l'import-export ; mais elle peut, dans certains cas, se transformer en inconvénient pédagogique lorsque certains de ces enseignants ont de la littérature une conception étriquée ; en d'autres termes, lorsqu'ils adhèrent à une vision éculée de la littérature soi-disant « pure » ou, du moins, peu affectée par les processus généraux de la vie sociale.

On rétorquera que cette conception tend heureusement à s'amenuiser dans le corps enseignant, mais les fractures qui existent encore entre certains départements / sections ou UFR de LEA et de LLCER attestent de sa survivance. Concernant les cours de civilisation dispensés en LEA, il y a une vingtaine d'années, ils débutaient généralement avec l'Unité italienne et l'approche était essentiellement historique, événementielle et univoque. Très peu de place était faite aux contenus des idéologies qui s'affrontaient ou s'entremêlaient sur plus d'un siècle, et l'on s'égarait rapidement dans une succession d'événements dont on peinait à saisir la portée, dans des affrontements entre libéraux, monarchistes, républicains, fascistes, démocrates-chrétiens, communistes, sans que les ressorts intellectuels et politiques qui animaient chaque camp en lice ne soient bien définis.

À ce point de la réflexion, je repère un premier danger qui, peut-être, nous guette tous : privilégier l'événement historique au détriment des remous idéologiques souvent conflictuels qui le sous-tendent. En ce sens, les cours d'analyse des partis politiques italiens se réduisaient à une succession de gouvernements éphémères et excluaient les questions de fond. On objectera que cette orientation factuelle et creuse a été depuis longtemps dépassée dans nos universités ; mais je n'en suis pas certain. Outre la focalisation extrême sur une suite d'événements historiques, j'identifierai un autre risque encouru à l'inverse, hier comme aujourd'hui, lorsque l'on dispense un CM ou même un TD : que l'approche de l'actualité politique ou économique qui a généralement cours (en TD surtout) reste parcellaire et étriquée, c'est-à-dire qu'elle ne soit pas combinée organiquement avec des CM d'approfondissement, lesquels ont le mérite de composer une sorte de cadre minimal pour toute analyse postérieure plus ciblée, conforme à celle que l'on pratique généralement en TD. Une majeure coordination entre collègues serait ici requise ; or, celle-ci est souvent entravée pour diverses raisons, d'ailleurs bien connues : il y a évidemment des questions de moyens financiers, c'est vrai ; mais on peut regretter aussi le fait qu'il existe parfois dans notre corps de métier un certain individualisme qui incite à travailler isolément, à privilégier le réseau et la carrière, et à fabriquer ses cours sans

concertation. Alors, comment y remédier? À Chambéry, nous fixons des programmes par langue, notamment pour les CM, et nous les remettons en jeu à chaque quinquennal. Ce n'est pas la panacée mais cela a le mérite de fixer un cadre minimal et progressif. C'est toutefois insuffisant pour résoudre les difficultés auxquelles font face nos formations et que je résumerais ainsi : parcellisation des thèmes traités en cours, déstructuration et relativité des programmes, voire absence tout court de programmes, manque de coordination tant en TD qu'en CM entre enseignants d'une même langue ou entre enseignants LEA de disciplines diverses. À cela s'ajoute l'évolution rapide des débouchés professionnels, les mutations induites par les technosciences à la fois sur le monde du travail et sur les consciences. C'est en outre une banalité de le rappeler, mais on nous afflige de plus en plus sous des charges purement administratives, à tel point que savoir monter un dossier et obtenir des financements régionaux ou européens (le graal) devient parfois plus important sur un CV que les activités d'enseignement ou de recherche, modestes et souterraines. N'oublions-nous pas trop souvent que nous sommes des enseignants-chercheurs avant d'être des experts en levée de fonds? La LPPR (Loi de programmation pluriannuelle de la recherche) envisagée par le gouvernement Macron suit indéniablement cette pente technicienne et financière; elle pourrait être à court terme le cénotaphe de la recherche en sciences humaines et sociales. Il serait temps que certains collègues ou présidents d'université relativisent la manne que représentent tels financements « formidables » permettant d'organiser des *workshops*, d'acheter des *goodies* ou de créer de nouveaux instruments permettant aux étudiants et aux enseignants de s'engager dans un processus dicté par le *skills management*, selon des modes de pensée provenant de l'entreprise, et qu'ils s'attèlent plutôt à refonder l'existence de l'université sur la recherche et la diffusion du savoir. Nous destinons incontestablement une grande partie de nos étudiants au « monde de l'entreprise », mais nous ne sommes pas (encore) une « entreprise ». L'intrusion sans discrimination aucune de pratiques entrepreneuriales dans le corps de l'université est un mal qu'un grand nombre d'entre nous, fort complexé, se plaît à s'inoculer dans une logique euthanasique. Nous mesurerons l'arbre à ses fruits; et si c'est un arbre mort, n'en soyons pas surpris.

La géopolitique ou l'art du désenchantement

Aussi, pour en revenir aux CM, je me suis convaincu en échangeant avec mes collègues qu'il importait de se démarquer de ce que j'appellerais les « grands récits » des cours magistraux et de relire les grands événements à la lumière de la géopolitique. En quoi cette discipline boudée en LEA serait-elle

pertinente pour nos formations ? Elle a l'avantage (et l'inconvénient) de ne pas être une discipline scientifique au sens strict car elle convoque des champs d'analyse qui ont trait à la fois aux sciences politiques, à la géographie, à l'économie et à des valeurs d'ordre anthropologique et immatériel ; et, surtout, elle a le mérite de saisir la vie d'un pays en le plaçant en relation dynamique avec son environnement international, proche ou lointain. Dans le cas de l'Italie, une telle approche s'avère nécessaire non seulement pour saisir les enjeux transnationaux de la Guerre froide, mais surtout, plus récemment, pour comprendre l'ébrèchement de la sphère atlantiste et *a contrario* la recomposition multilatérale des échanges internationaux. De plus, l'essence interdisciplinaire de la géopolitique est propre à séduire les étudiants car elle les sort du cadre parfois étroit de la LV2 – en ceci qu'ils éprouvent une aversion croissante (surtout à la fin de la Licence) pour les matières strictement linguistiques, sans compter que les CM de société et culture italiennes peuvent être souvent centrés sur les questions intérieures (enseignements magistraux dont, soit dit en passant, le volume horaire est généralement rogné au fil des contrats quinquennaux) – et elle leur permet de comprendre le monde sans se référer forcément à la France ou à l'Italie.

La géopolitique se présente donc comme un auxiliaire précieux pour décroquer l'étude d'un pays, qu'il s'agisse de s'affranchir de ces cours qui sont trop étroitement historiques et chronologiques ou bien de ces zooms un peu faciles sur l'actualité immédiate auxquels on recourt parfois trop facilement en TD. Pour donner un exemple récent, on ne peut comprendre l'émergence des partis populistes en Italie si l'on s'en tient à des postures idéologiques et si l'on fait abstraction d'un processus mondial au sein duquel les populismes italiens de droite et de gauche ne sont, en dépit de leurs spécificités, qu'un aspect parmi d'autres¹². De même, on ne saurait comprendre le renversement international de Kadhafi en Libye en 2011 en s'en tenant à l'axe Rome-Tripoli qui sortait apparemment renforcé des accords de 2008 entre l'Italie et la Jamahiriya. Les rapports réels entre Rome et son ancienne colonie ne s'éclairent tout à fait que si l'on tient compte des facteurs internationaux multiples qui ont conduit à la déstabilisation du régime libyen, qu'il s'agisse du désengagement apparent des États-Unis en Afrique du Nord ainsi qu'au Proche et Moyen-Orient (ligne du « *leading from behind* » d'Obama), du rôle de l'axe Paris-Londres dans le redécoupage de l'ordre atlantiste, du retour de la France dans l'OTAN, sans oublier la volonté de punir l'Italie pour sa proximité croissante avec Moscou et pour la présence historique gênante d'ENI dans l'exploration pétrolière et gazière

12. O. de France, M. Verzeroli, « Contestations démocratiques, désordre international ? », *RIS. Revue internationale et stratégique*, n° 106, 2017, p. 41-50.

de la Libye¹³. Ce pays en proie à une guerre civile quasi décennale constitue un cas d'école qui illustre combien l'histoire récente de l'Italie se reflète dramatiquement dans son voisin du sud de la Méditerranée. Près de dix ans après le « printemps arabe », la Libye semble avoir tourné malgré elle la page italienne, passant successivement de la sphère d'influence de l'OTAN à celle, tout aussi récente qu'en partie inattendue, de la Turquie (soutien d'Erdogan au gouvernement de Fayez el-Sarraj reconnu par la communauté internationale et soutenu, timidement, par l'Italie) et de la Russie (soutien apporté au général Haftar, rival de Sarraj, par Moscou, Le Caire, Abou Dabi et, plus insidieusement, Paris). Dans ce ballet international qui a tout du jeu de dupes, le ministère italien des Affaires étrangères dirigé par un Luigi Di Maio aussi inexpérimenté qu'invisible peine à trouver sa place sur cet échiquier miné, alors qu'il aurait pu être le moteur d'une réconciliation nationale libyenne.

Dissipons, enfin, de possibles malentendus. La géopolitique n'est pour moi qu'un instrument dépassionné d'analyse globale (mais non d'« histoire globale », et la nuance a son importance). « Dépassionné » ne signifie pas « neutre », car, pas plus qu'en histoire (Howard Zinn) ou dans le journalisme (Géraldine Muhlmann), il n'existe dans notre cas de neutralité interprétative. Et ce n'est pas le moindre paradoxe que de rappeler que la géopolitique, à sa naissance, s'est placée au service d'intérêts nationaux, voire – dans le cas de Karl Haushofer en Allemagne et d'Ernesto Massi et Giorgio Roletto en Italie¹⁴ – a soutenu « scientifiquement » le bellicisme et l'expansionnisme

-
13. L'ENI fondée par Enrico Mattei a toujours mené une politique tiers-mondiste et a savamment su s'allier avec Mouammar Kadhafi pour se substituer, après le coup d'État de 1969, aux compagnies américaines et britanniques implantées durant le régime du roi Idriss. À l'aube de la guerre civile libyenne, Total est soupçonné d'avoir œuvré avec le gouvernement français au renversement de Kadhafi, pour supplanter l'ancrage historique d'ENI. Et que dire, plus récemment, des tentatives turques d'empiéter sur des zones d'exploration exploitées ou convoitées par ENI (dans les eaux chypriotes, par exemple) ou des luttes d'influence turco-égyptiennes autour de Tripoli ? P. Sensini, *Libia 2011*, Milan, Jaca book, 2011 ; F. Arfi, K. Laske, *Avec les compliments du Guide. Sarkozy-Kadhafi, l'histoire secrète*, Paris, Fayard, 2017 ; K. Mezran, A. Varvelli, *Foreign Actors in Libya's Crisis*, Milan, Ispi (Ledizioni), 2017 ; U. Trojano, « Libia e Mediterraneo: quale ruolo per l'Italia ? », *Analisisidifesa*, 25 février 2020 : <https://www.analisisidifesa.it/2020/02/libia-e-mediterraneo-quale-ruolo-per-litalia/> (consulté le 9 / 04 / 2020) ; E. Rossi, « La crisi in Libia dopo Berlino e oltre il coronavirus. Report Ispi », avril 2020 : <https://formiche.net/2020/04/libia-report-ispi/> (consulté le 9 / 04 / 2020).
 14. H.H. Herwig, *The Demon of Geopolitics. How Karl Haushofer « educated » Hitler and Hess*, Lanham, Rowman & Littlefield, 2016 ; G. Sinibaldi, *La geopolitica in Italia (1939-1942)*, Padoue, Libreriauniversitaria.it, 2010. Voir aussi le numéro monographique « Geografia politica e geopolitica. Una storia differente per nuovi limiti disciplinari », *Geopolitica*, vol. V, n° 1, janvier-juin 2016.

de régimes totalitaires¹⁵. Encore aujourd'hui, elle est souvent critiquée pour porter son attention prioritairement sur les stratégies de puissance, *hard* ou *soft power*, même si de nouvelles tendances plus « humanistes » tendent à s'affirmer¹⁶. J'insiste toujours, dans mon introduction à ce cours en première année de Master, sur l'ambivalence inhérente à cette discipline inflammable. En France, les travaux d'Yves Lacoste lui ont redonné ses lettres de noblesse, tandis qu'en Italie la célèbre revue *Limes* parvient à toucher un très large public. Cette démocratisation est souhaitable.

La géopolitique, parce qu'elle brasse des disciplines multiples et nécessite des prérequis, ne saurait remplacer, notamment dans les premières années de Licence, une approche chronologique des faits (donc nous commençons les cours de géopolitique au sens strict en dernière année de Licence). Toutefois, dans le cas de l'italien, je suis un partisan du concept braudélien d'histoire longue : ainsi, avec mes collègues anciens et nouveaux du LEA de Chambéry, nous avons convenu qu'il était absurde de démarrer l'étude de l'histoire italienne en partant de 1861 ou de 1870. Considérant la péninsule italienne comme une expression géographique bien définie (non au sens de Metternich, assurément), nous osons remonter à l'histoire de l'Italie préromaine, puis de la romanisation à nos jours, en suivant ainsi un développement chronologique sur un an et demi, là où d'autres collègues de langue ne font de l'histoire que sur un, voire deux semestres au maximum, en démarrant généralement au XIX^e siècle, au mieux, et sans le souci d'un enseignement chronologique et organique. À ceux qui ont une vision institutionnaliste de l'histoire (l'Italie naît *officiellement* en 1861) et qui estiment que cet apprentissage, qui passe par l'Antiquité et se déploie jusqu'aux temps modernes, est inutile, on peut rétorquer que l'histoire longue, et en particulier les faits parfois les plus éloignés et relativement peu documentés, éclairent sur le présent, qu'il s'agisse par exemple de l'influence de l'imaginaire de la romanité sur la culture européenne et de son exploitation maximale par le fascisme¹⁷, ou de ces faits issus des nimbes du passé pourtant capables de résonner dans notre présent par les similitudes morphologiques qu'ils entretiennent avec l'époque actuelle, dans la perspective d'une histoire évoluant par anacyclose. Ce dernier point me semble important et ne doit pas se confondre avec le déterminisme

15. C. Raffestin, D. Lopreno, Y. Pasteur, *Géopolitique et histoire*, Lausanne, Payot, 1995.

16. Le cas est assez rare pour être souligné : F. Encel, *Mon dictionnaire géopolitique*, Paris, Payot, 2017.

17. Retenons deux titres parmi une bibliographie immense : E. Gentile, *Fascismo di pietra*, Rome – Bari, Laterza, 2007 ; *Le mythe de Rome en Europe. Modèles et contre-modèles* (Actes du colloque de Caen, 27-29 novembre 2008), J.C. D'Amico, P. Fleury, S. Madeleine et A. Testino-Zafropoulos (dir.), Caen, Presses universitaires de Caen, 2012.

historique : s'appuyant sur une pratique historiographique qui unit Polybe, Machiavel, Spengler et Toynbee, nombreuses sont les tentatives qui visent, depuis une vingtaine d'années, à comprendre l'actualité en la reliant à des morphologies historiques passées¹⁸ ; ou, du moins, à dégager des lois ou tendances à l'œuvre dans l'histoire et dans le monde contemporain¹⁹. Non seulement ces tentatives, au-delà de leur rigueur méthodologique revendiquée et de leurs inévitables limites, n'excluent pas les phénomènes contingents, mais elles s'appuient sur une assimilation de données typiquement géopolitiques, tels les rapports de force, les dynamiques démographiques et révolutionnaires, etc.

De fait, il serait absurde, selon nous, de comprendre le *Risorgimento*, le processus unitaire italien, en ignorant l'histoire romaine et médiévale et son instrumentalisation (toutes tendances politiques confondues) entre le XIX^e et le XXI^e siècle. On se souvient que Braudel part de l'aire méditerranéenne de la Renaissance pour expliquer la genèse de la modernité et qu'il réserve à l'Italie le rôle de « cœur battant » de cette révolution de l'espace qui se déploie autour du quadrilatère économique Florence-Gênes-Milan-Venise, les cités-États italiennes étant le prototype de l'État moderne. Macroscopiquement, les grandes découvertes de la Renaissance inaugurent selon Schmitt la « première révolution authentique de l'espace, c'est-à-dire à l'échelle planétaire », une « [r]évolution comparable à nulle autre »²⁰. Aussi, rappeler aux étudiants le rôle moteur de la Péninsule dans ce processus qui a métamorphosé la face de la terre et le rôle actuel de la République italienne sur l'échiquier géopolitique, à la fois très modeste mais toujours « central » (par sa position même au cœur de la Méditerranée, qui lui confère un rôle de jonction entre Orient et Occident, Europe du Nord et Afrique) permet de dépasser le cadre étroit de l'étude de l'Italie en soi, dans la limitation de ses frontières ou de sa politique intérieure, et de la placer en interrelation

18. Je n'en citerai que quatre, chacun des auteurs possédant son parcours propre et, surtout, ayant connu un certain succès académique et médiatique (notamment les trois premiers, celui d'Huntington ayant même fait l'objet de débats internationaux enflammés). Tous ont en commun une attention aux logiques géopolitiques : P.M. Kennedy, *Ascesa e declino delle grandi potenze*, trad. A. Cellino, Milan, Garzanti, 1989 ; S. Huntington, *Le choc des civilisations*, Paris, Odile Jacob, 1997 ; D. Engels, *Le déclin. La crise de l'Union européenne et la chute de la République romaine. Quelques analogies*, Paris, Éditions du Toucan, 2013 ; P. Fabry, *La structure de l'histoire. Déterminisme historique et liberté individuelle*, Paris, Jean-Cyrille Godefroy, 2018.

19. Voir les approches ambitieuses dans *Approches de la géopolitique. De l'Antiquité au XXI^e siècle*, H. Coutau-Bégarie, M. Motte (dir.), Paris, Institut de stratégie comparée – Economica, 2013 ; et celles d'A. Chauprade, *Géopolitique. Constantes et changements dans l'histoire*, Paris, Ellipses, 2002.

20. C. Schmitt, *Terre et mer. Un point de vue sur l'histoire mondiale*, Paris, Éditions du Labyrinthe, 1985 (introduction et postface de J. Freund), p. 59.

avec la vaste histoire du monde : en effet, comment aujourd'hui, parler de l'Italie sans la rattacher, par alliance ou par contraste, à l'Union européenne, sans rappeler son statut international fragile, voire la dissolution avancée de son État central²¹ à l'ère de la mondialisation, du triomphe du narcissisme de l'ère des médias sociaux (au détriment de l'opinion publique) et de la pseudo « gouvernance mondiale »²² ? Comment aborder la question italienne isolément alors que la Péninsule est, plus que jamais, tiraillée entre ses relations historiques avec les États-Unis et ses tentatives d'émancipation, dans le nouveau contexte multipolaire post-Guerre froide, dirigées vers la Chine²³ ou la Russie²⁴ ?

Plus qu'aucune autre discipline enseignée en LEA, me semble-t-il, la géopolitique apprend à l'étudiant (ou du moins le force) à considérer les faits avec distance et lucidité. Il s'agit moins, lors du cours, de lui imposer une thèse unique sous forme de réponse simple à une question complexe, que de lui exposer des thèses parfois contradictoires qui aiguïseront son esprit critique et lui permettront de se faire une idée juste des rapports conflictuels. Ayant inclus dans mes CM de géopolitique italienne un contrôle continu, chaque étudiant est évalué à partir de sa capacité à présenter une thématique géopolitique en inventoriant, triant et comparant les points de vue les plus opposés dans le cadre d'un échange contradictoire avec la classe. Les questions liées aux mouvements migratoires et à l'Italie multiculturelle sont celles donnant le plus lieu à des débats passionnés, les étudiants en Master ACAH étant par exemple largement favorables à la politique des « *porte aperte* », tandis que ceux inscrits en IO sont plus portés sur des solutions sécuritaires²⁵. Conscient de la maturité en devenir (et

21. Annoncée il y a près de trente ans par S. Cassese, « Premessa. Morte e trasfigurazione dello Stato », in *Morte e riscoperta dello Stato-nazione*, C. Jean (dir.), Milan, FrancoAngeli, 1991, p. 13-17.

22. Fondazione Magna Carta, *Momenti di gloria. Dall'opinione pubblica degli happyfew al dominio di influencer, blogger e fonti anonime*, Rome, FMC, 2019.

23. A. Selvatici, *La Cina e la Nuova Via della Seta. Progetto per un'invasione globale*, Soveria Mannelli, Rubbettino, 2018. Voir le dossier monographique « La Cina e la Nuova Via della Seta », *Eurasia*, vol. LV, n° 3, 2019. Il est intéressant de remarquer que ce rapprochement sino-italien est encouragé par le Movimento 5 Stelle et le PD alors qu'il est freiné par les partis de droite, plus prompts à resserrer les liens déjà existants avec les États-Unis, la Russie, la Hongrie ou la Pologne. Ces tensions étaient déjà fortes dans les deux premiers gouvernements Conte et la dépendance italienne envers Pékin s'est accrue avec l'épidémie de covid-19.

24. *Contributi sui rapporti italo-russi*, A. Biagini, A. Carteny, D. Shendrikova (dir.), Rome, Nuova cultura, 2013 ; S. Sideri, *La Russia e gli altri. Nuovi equilibri della geopolitica*, Milan, Università Bocconi, 2009.

25. Ces séances d'échanges entre étudiants reflètent bien les opinions divergentes des experts sur la question des migrations, ceux-ci se partageant entre partisans de la solution inclusive

donc fragile) des étudiants et étant moi-même quelque peu traumatisé par mes lointaines années d'études, où nous subissions sans filtres les envolées politiques d'enseignants militants de droite comme de gauche, je me suis fait un devoir de ne jamais présenter aux étudiants une vision réductrice des forces en présence et de les amener surtout à exercer leur sens critique. Cela ne m'empêche pas d'exprimer mes opinions dans certaines occasions particulières (car, répétons-le, il n'est pas de neutralité possible) ; mais, dans ce cas précis, je mets un point d'honneur à les en avertir, les invitant à vérifier les informations pour forger leur propre jugement. L'œuvre profonde et à contre-courant de Danilo Zolo reste pour moi une référence absolue dans cette approche délicate, modeste des réalités mouvantes de la géopolitique²⁶.

En somme, placer l'« histoire longue » au cœur des CM pourra sembler superflu ou périlleux ; mais, à partir du moment où l'on prend bien conscience des risques réels de sombrer dans l'anachronisme qui restent attachés à cette méthode et qu'on les évite en gardant le cap de la « mesure » entendue au sens braudélien²⁷, on peut parfaitement assumer cet approfondissement des études italiennes par la longue durée, approfondissement historique qui est contraire à toute forme de conception utilitariste du LEA selon laquelle l'histoire et les arts n'ont de sens que s'ils sont rapportés, « appliqués » à quelque débouché professionnel. On forme une humanité avant de former des salariés. À ceux qui soutiendraient que les enseignants de LEA n'ont pas forcément les compétences nécessaires pour s'approprier l'histoire ou la géopolitique, on peut, sans forcément convoquer ses propres travaux (ce qui est déjà une réponse défensive), s'appuyer avec la plus parfaite sérénité sur ce que Braudel répondait à qui prétendait posséder la grille idéale d'analyse historique : que l'histoire se croise avec la géographie, la littérature ou la peinture, entre autres, n'a en soi aucune importance ; ce qui compte, c'est la justesse de chacun de ces travaux, la seule erreur étant, « à mon avis, de choisir l'une de ces histoires à l'exclusion des autres »²⁸.

(XIII rapporto. *Per una geopolitica delle migrazioni. Nuove letture dell'altrove tra noi*) et tenants de la fermeté (G.C. Blangiardo, G. Gaiani, G. Valditara, *Immigrazione. La grande farsa umanitaria*, Canterano, Aracne, 2017). On peut citer le plus factuel M.P. Pagnini, G. Terranova, *Geopolitica delle rotte migratorie. Tra criminalità e umanesimo in un mondo digitale*, Canterano, Aracne, 2018.

26. Parmi la bibliographie immense de D. Zolo, retenons quelques titres : *Chi dice umanità. Guerra, diritto e ordine globale*, Turin, Einaudi, 2000 ; *Cosmopolis. La prospettiva del governo mondiale*, Milan, Feltrinelli, 2008 ; *Tramonto globale. La fame, il patibolo, la guerra*, Florence, Firenze University Press, 2010.
27. G. Mari, *I vocabolari di Braudel. Lo spazio come verità della storia*, Naples, Luciano, 2001, p. 77-81.
28. F. Braudel, « Histoire et sciences sociales... », p. 734. On peut se demander si cette interdisciplinarité ne signifie pas *de facto* la dissolution même des différentes manières d'écrire

En conclusion, revenons sur la dimension prospective de la géopolitique : tout comme la philosophie et l'éthique, cette discipline est en mesure de faire réfléchir nos étudiants sur l'avenir non seulement du monde de l'emploi, mais aussi de l'être humain dans son intégralité. On ne peut se contenter de former des étudiants pour qu'ils soient ensuite simplement employables. On estime qu'entre 60 et 85 % des métiers qui seront exercés en 2030 n'existent pas encore : tout enseignant de LEA devrait y être attentif et, outre la dimension économique-matérielle d'une telle prévision, il devrait aussi amener les étudiants à s'interroger sur la révolution qui est *en marche*, à la fois anthropologique et éthique. Des questions aussi graves que le transhumanisme, l'intelligence artificielle et son corollaire, l'homme augmenté, ou encore cette nouvelle gnose qu'est la disruption, ont quelque chose d'absolument brûlant ; par conséquent, quoi que l'on en pense individuellement, elles devraient être abordées au-delà de toute relation stricte à un pays ou à une langue donnée et, surtout, par-delà les clivages politiques qui trop souvent conditionnent encore l'enseignement en France. Une fois encore, dans ce cas précis, une approche géopolitique de ces questions permet de dépassionner le débat et de le relier aux faits concrets de la vie sociale et économique. Dans l'intérêt premier de l'étudiant.

Emmanuel MATTIATO

Université Savoie Mont Blanc

l'histoire, voire la disparition pure et simple de l'histoire dans l'absolu. Aussi opposées que soient l'histoire universelle et la récente histoire globale, toutes deux seraient les symptômes de cet effacement : c'est du moins à cette conclusion que parvient H. Inglebert, *Histoire universelle ou histoire globale ? Les temps du monde*, Paris, PUF, 2018, p. 127-128. Voir E. Kleinberg, *Haunting History. Deconstructive Approach to the Past*, Stanford, Stanford University Press, 2017.